



Contre l'arbitraire et l'inhumain, cette loi doit être rejetée !

Après que les parlementaires aient adopté le projet de loi Asile et Immigration. Le 19 décembre 2023, nos organisations considèrent que les personnes étrangères méritent mieux que des manœuvres et marchandages politiques sur un texte qui bafoue les droits fondamentaux.

Pour tenter de trouver un consensus sur son projet de loi asile et immigration, le gouvernement français, attaché aux symboles, a choisi de réunir la Commission mixte paritaire le lundi 18 décembre, date de la Journée internationale des personnes migrantes. Le texte issu de celle-ci remet en cause bien des droits des personnes étrangères. Le gouvernement et les parlementaires qui le soutiennent se sont pliés aux sommations des dirigeants du groupe LR pour laisser triompher des mesures profondément discriminatoires.

L'examen de ce texte a peu à peu fait sauter des digues, laissant le champ libre à une xénophobie aujourd'hui complètement décomplexée.

C'est la loi la plus régressive depuis au moins 40 ans pour les droits et conditions de vie des personnes étrangères, y compris celles présentes depuis longtemps en France : enfermement et expulsions de personnes protégées au titre de la vie privée et familiale, refus ou retrait du droit au séjour au motif de menaces à l'ordre public, rétablissement du délit de séjour irrégulier, atteintes au droit à la santé et à la vie familiale, restriction de l'accès aux titres de séjour pour étudiant-es et personnes malades, mise en place et renforcement de tous les freins à l'intégration, etc. Faute de titre de séjour, la vie d'un nombre croissant de personnes étrangères en France, extrêmement précarisée, sera rendue infernale.

Les principes d'égalité, de solidarité et d'humanité, qui fondent notre République, semblent ne plus être aujourd'hui une boussole légitime de l'action gouvernementale. Face à ce marasme politique, nos associations, collectifs et syndicats appellent à un sursaut citoyen en protestant et en exigeant le retrait d'une loi aussi inhumaine que dangereuse pour notre État de droit.

En conséquence, nos organisations appellent à des rassemblements le jeudi 21 décembre 2023 à 18h00 :

- Place de la Mairie à Montluçon
- Devant la préfecture à Moulins
- Devant la Mairie à Vichy

Montluçon, le 20 décembre 2023